De la pathologie au traitement : la gestion municipale de l'islam en Belgique

Ural MANÇO et Meryem KANMAZ

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/724>

DOI : 10.4000/cemoti.724

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination :

57-88

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Ural MANÇO et Meryem KANMAZ, « De la pathologie au traitement : la gestion municipale de l'islam en Belgique », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 33 | 2002, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/724> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.724>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

De la pathologie au traitement : la gestion municipale de l'islam en Belgique

Ural MANÇO et Meryem KANMAZ

RÉSUMÉS

La Belgique passe pour être le pays européen le plus avancé en matière de reconnaissance officielle du culte islamique. L'objectif de cette contribution est de montrer, au départ du traitement municipal de l'islam, que cette reconnaissance est, au contraire, lacunaire. Dès les années 1970, des municipalités, confrontées à une présence de musulmans sur leur territoire, ont dû faire face à un vide politico-légal laissé par l'Etat belge en prenant des décisions parfois arbitraires dans des matières qui n'avaient pas encore de dispositions légales. Certains politiciens municipaux ont même fait de l'islamophobie un cheval de bataille électoral. Ils sont parvenus, jusqu'aux années 1990, à influencer les orientations gouvernementales en matière d'immigration (musulmane) et de reconnaissance officielle du culte islamique. Depuis, un nouveau modèle relationnel se met en place. Il se caractérise par une relative bienveillance des autorités locales et par un début de collaboration pour la reconnaissance de la liberté de culte des musulmans. Des facteurs politiques et sociaux, comme l'apparition d'un électorat et de mandataires publics musulmans, ainsi que l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants d'associations islamiques, semblent présider à une telle normalisation. Afin de fournir une illustration empirique à cette transformation des mentalités municipales, trois sites d'observation sont comparés : Anvers, Gand et Schaerbeek. Ces municipalités mettent aujourd'hui en place une certaine reconnaissance de l'islam et des musulmans. Mais celle-ci est dictée par des considérations politiques locales. Le culte islamique et la présence musulmane connaissent une instrumentalisation politique même lorsqu'ils sont en passe de s'intégrer dans le paysage sociopolitique. Au-delà des différences

linguistiques (néerlandophone et francophone) et des spécificités des régions du pays, il est donc possible de démontrer que la présence de l'islam et des musulmans est gérée au niveau local au « cas par cas », par des politiques pragmatiques, voire opportunistes dans certaines situations.